



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

AFFICHEZ CES PAGES
La compréhension, c'est contagieux!

Suivez-nous sur
facebook

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Big Pharma : la course aux dollars

Course au vaccin, puis course à la vaccination... Le monde entier semble en haleine derrière le sérum qui saura mettre fin à la pandémie qui ébranle les quatre coins du globe. Quels sont les grands vainqueurs de cette compétition ? Sans hésitation : l'industrie pharmaceutique.

Qui sont les Big Pharma ?

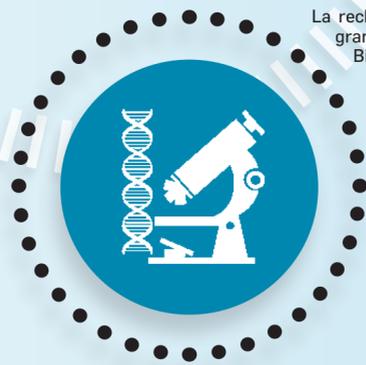
Ce terme, popularisé par la pandémie, désigne l'oligopole au sein de l'industrie pharmaceutique, secteur dans lequel dominent quelques géants. Ainsi, les cinq plus grands groupes à l'échelle mondiale, Johnson & Johnson, Pfizer, Bayer, Roche et Novartis, se partagent 25% du marché. Souvent, les entreprises pharmaceutiques n'ont pas mis tous leurs œufs dans le même panier et diversifient leurs activités : la nutrition, les engrais ou encore les cosmétiques par exemple. Le secteur des vaccins est un marché bien plus concentré que celui du secteur pharmaceutique en général : cinq laboratoires se partagent 80 % du marché : J & J, Pfizer, Merck, GSK et Sanofi.

1

Étape 1 : la recherche

Cette étape-clé est souvent endossée par le public, ou alors avec le soutien d'une start-up. Par exemple, le géant pharmaceutique Pfizer s'est associé avec l'entreprise allemande de biotechnologie BioNtech, tandis que AstraZeneca a collaboré avec l'Université d'Oxford pour la mise au point de son vaccin.

La recherche de vaccins efficaces contre la COVID-19 a grandement été financée par des fonds publics. Ainsi, BioNtech a reçu 455 millions de dollars de la part du gouvernement allemand, pendant que AstraZeneca en recevait 111 millions du gouvernement britannique. Et cela, sans compter les promesses de ventes !



2

Étape 2 : le vaccin est trouvé

Youpi !



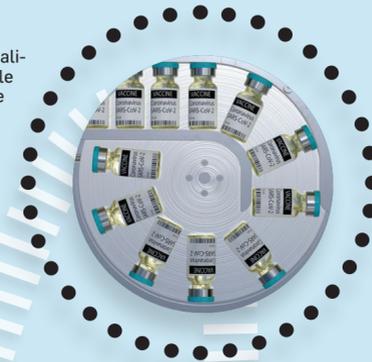
4

Étape 4 : le vaccin est produit à grande échelle...

La logique néolibérale a détruit le tissu industriel pharmaceutique québécois et son expertise, en favorisant notamment la délocalisation de la production de médicaments vers des pays où la main d'œuvre est moins chère. Aujourd'hui, dans notre course à la vaccination contre la COVID-19, nous voilà dépendants à des livraisons pour notre approvisionnement en vaccins.

...puis commercialisé

C'est souvent la commercialisation, incluant notamment le marketing, qui constitue le plus gros pôle de dépenses des laboratoires, devant la recherche et le développement. Ainsi, Sanofi dépense 10 milliards d'euros par an en « frais commerciaux », soit l'équivalent du budget publicitaire de Nike ou Adidas.



3

Étape 3 : le vaccin est breveté par un grand groupe pharmaceutique

Le brevet est ce qui va permettre aux multinationales du médicament d'engranger du profit. Ce mécanisme permet l'octroi temporaire d'un monopole sur une invention. Ce système avait notamment pour objectif de « récompenser » les investissements dans la recherche pour le développement d'une invention. Alors que les industries pharmaceutiques externalisent de plus en plus les risques de la recherche, ils défendent bec et ongles leurs brevets. Une des conséquences ?

Une inégalité d'accès aux vaccins, seuls ceux qui pourront se l'offrir pourront en bénéficier. Selon Oxfam, 13% de la population mondiale, habitant dans les pays riches, a réservé 51% des vaccins.



5

Étape 5 : l'industrie pharmaceutique ramasse les juteux fruits que d'autres ont plantés...

Pfizer a d'ores et déjà annoncé que ses ventes de vaccins contre la COVID devraient lui rapporter **15 milliards de dollars** en 2021...



POUR AGIR La main-mise du profit en dépit de la santé n'est pas une fatalité !



Une inspiration à l'international...

La renommée de Cuba dans le domaine médical n'est plus à faire. Les biotechnologies sont le deuxième secteur économique du petit État insulaire, après le tourisme. Malgré les difficultés économiques liées notamment au blocus imposé par les États-Unis, le gouvernement cubain a fait le choix de la souveraineté pharmaceutique plutôt que la soumission aux exigences des multinationales du médicament. **Une question de choix politique...**

... qui nous invite à repenser notre souveraineté sanitaire

En reconstruisant son tissu industriel et en investissant massivement dans la recherche et développement, le Québec et le Canada pourraient retrouver leur souveraineté sanitaire.

Et si le vaccin était considéré comme un bien public mondial ?

En février 2021, sept pays représentaient 80% doses administrées dans le monde, et 130 pays n'en avait administré aucune. Mais cette inégalité face à l'accès au vaccin pourrait être évitée, ou au moins amoindrie. Comment ? En levant les brevets.

En novembre 2020, l'Inde et l'Afrique du Sud appelaient l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à lever les droits de propriété intellectuelle sur les vaccins et les traitements face au COVID, le temps de la pandémie. Cela permettrait alors la multiplication des sites de production, et l'accessibilité du vaccin à un prix abordable pour les pays les plus pauvres. Soutenue par une centaine de pays, la proposition a néanmoins été rejetée par les pays industrialisés, notamment le Canada, où siègent les laboratoires...

